

Elections européennes 2014 : l'austérité est bien démocratiquement suicidaire !

Depuis 2 ans, la FGF-FO affirme que la politique d'austérité menée par les différents gouvernements faisant suite à la signature du Pacte budgétaire européen par François Hollande est un non-sens.

Vouloir arbitrairement atteindre les 0 % de déficits publics, réduire en 3 ans (2015-2017) les dépenses publiques de 54 milliards, le tout en gelant les salaires et en détruisant des emplois publics, c'est affaiblir la République, diminuer les services publics et la nécessaire cohésion sociale qu'ils apportent à chacun.

Au final cela entraîne de nombreux concitoyens dans la spirale de la désillusion et du désaveu de l'action politique.

Mais l'austérité va plus loin encore en entraînant tous les jours davantage de citoyens et travailleurs vers la pauvreté.

- ➡ Quand la France compte 8,7 millions de pauvres *,
- ➡ Quand 3,7 millions de personnes sont allocataires de minima sociaux, dont 1,6 million perçoivent le RSA socle, selon la Caisse nationale des affaires familiales (données 2011), si l'on comptabilise les ayants droit (conjoint, enfants...), ce sont plus de six millions de personnes qui vivent de ce dispositif,

... Il n'est pas étonnant de constater que le premier parti issu des urnes est malheureusement celui de l'abstention.

La FGF-FO, fidèle à ses principes d'indépendance, ne commentera pas les résultats des élections européennes.

La FGF-FO rappelle son attachement à une Europe prenant en compte les droits et l'intérêt des travailleurs. C'est en ce sens qu'elle a participé au Congrès de la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics du 19 au 23 mai 2014 à Toulouse.

Pour la FGF-FO, plus que jamais, il faut augmenter le pouvoir d'achat des salariés et améliorer leurs conditions de vie au travail.

C'est dans ce cadre qu'elle rappelle ses revendications pour les fonctionnaires et agents publics :

- augmentation de 8 % de la valeur du point d'indice et attribution de 50 points d'indice uniforme sur la grille,
- augmentation de même niveau pour les agents non titulaires,
- refonte et revalorisation de la grille indiciaire,
- arrêt des suppressions de postes et de la MAP,
- arrêt des futurs actes de décentralisation
- maintien du statut général et des statuts particuliers de corps de fonctionnaires

Pour Force Ouvrière, continuer une politique aveugle d'austérité, revient à mener une politique suicidaire tant sur le plan économique, social que démocratique !

Fait à PARIS, le 26 mai 2014

** Un individu est considéré comme pauvre quand son niveau de vie (après impôts et prestations sociales) est inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil utilisé au niveau européen est de 60 % (Eurostat, organisme européen). En 2011, le seuil de pauvreté situé à 60 % du revenu médian, pour une personne seule, est de 977 euros mensuels. Source INSEE n°1464 - septembre 2013.*

